

Questions orales

M. Henderson: ... qu'il a expulsé du cabinet l'ancien ministre des Pêches ...

Des voix: Oops!

Des voix: Rétractez-vous

M. Henderson: ... dans une tentative pour camoufler ses propres bévues?

M. Clark (Yellowhead): Rétractez-vous, Nunziata, rétractez-vous!

M. le Président: A l'ordre, je vous prie. Les députés semblent avoir entendu quelque chose qui m'a échappé. J'écoutais le député d'Egmont.

M. Hnatyshyn: C'est l'un des crétins là-bas près de lui. Pas celui-là, l'autre.

M. le Président: Les députés pourront revenir là-dessus une fois la période des questions terminée. Le député d'Egmont.

M. Henderson: Sauf erreur, monsieur le Président, je n'ai rien dit qui ne soit conforme aux usages parlementaires. Je voudrais répéter ma question. De temps à autre, le premier ministre se prend dans le guêpier de ses propres déclarations contradictoires. Le premier ministre admettra-t-il maintenant qu'il a expulsé du cabinet l'ancien ministre des Pêches et des Océans dans une tentative pour camoufler ses propres erreurs et ses propres bévues?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Cette affaire est maintenant du domaine public, monsieur le Président, et elle a été tranchée définitivement.

M. le Président: Une brève question supplémentaire.

ON POSE UNE QUESTION AU PREMIER MINISTRE

M. George Henderson (Egmont): Monsieur le Président, ce n'est pas d'aujourd'hui que le gouvernement dit une chose aux Canadiens et une autre aux Américains. Pourquoi le premier ministre persiste-t-il dans ses efforts pour saper la crédibilité de l'ancien ministre des Pêches et des Océans qui sert la Chambre depuis un certain nombre d'années et qui est tout à fait digne de bonne foi? Si j'éprouve quelques réserves à propos du jugement de l'ancien ministre, je tiens néanmoins celui-ci pour très honorable. J'insiste pour que le premier ministre le reconnaisse.

Des voix: Bravo!

M. le Président: Le député de New Westminster-Coquitlam.

* * *

LE COMMANDEMENT DE LA DÉFENSE AÉRIENNE DE L'AMÉRIQUE DU NORD

LA RECONDUCTION DE L'ACCORD ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS

Mme Pauline Jewett (New Westminster-Coquitlam): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Le premier ministre et le président des États-Unis dans des déclarations distinctes à Washington cette semaine ont dit que la reconduction de l'Accord du NORAD est tout à fait compatible avec le traité sur les missiles antibalistiques. Le premier

ministre nous donnera-t-il des explications aujourd'hui? Cette déclaration faite à Washington signifie-t-elle clairement que le Canada, par l'intermédiaire du NORAD ou autrement, ne participera pas à la défense active contre les missiles balistiques?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, la chose a toujours été évidente.

M. Broadbent: Nous n'avons pas pu vous comprendre.

Mme Mailly: Servez-vous de votre écouteur.

LA DISPOSITION CONCERNANT LA DÉFENSE ANTIMISSILE

Mme Pauline Jewett (New Westminster-Coquitlam): Monsieur le Président, je crois comprendre que le premier ministre a dit oui, que telle est le sens de sa déclaration de Washington, c'est-à-dire que le Canada ne participera à aucune défense antimissile active. Pourquoi cette disposition n'a-t-elle pas alors—et j'utilise précisément les mêmes mots—été insérée à nouveau dans l'Accord du NORAD où elle aurait vraiment toute sa valeur?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, c'est, semble-t-il, la journée des répétitions. La députée et d'autres ici ont posé cette question à plusieurs reprises. Elle sait que la réponse est que le gouvernement libéral précédent ...

Mme Jewett: Vous n'étiez même pas à Washington!

M. Clark (Yellowhead): ... a supprimé cet article du traité parce que la situation avait changé.

M. Broadbent: C'est vraiment un jour pour se répéter.

LES DISCUSSIONS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS

L'hon. Donald J. Johnston (Saint-Henri-Westmount): Monsieur le Président, simplement pour reprendre l'argument invoqué par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, cet article a effectivement été retiré parce que les MAB n'étaient pas en cause. Maintenant, ils sont en cause de nouveau. Est-ce que le premier ministre a essayé de convaincre le président de réinsérer cet article dans l'accord de renouvellement du NORAD? Est-ce que le premier ministre ne considère pas son absence comme une sérieuse lacune?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, j'ai participé à ces négociations ...

M. Lapierre: Vous n'y étiez pas!

M. Clark (Yellowhead): ... j'ai participé aux entretiens qui ont conduit à la déclaration du premier ministre et du président au Sommet de Washington. La préoccupation qui existait au Canada, c'est que l'intégrité du système des MBA pourrait être contestée. Cela ressortait clairement du rapport du comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale qui a été déposé à la Chambre. Nous en avons tenu compte et nous avons obtenu du président des États-Unis, grâce à l'intervention directe du premier ministre au sommet, les affirmations qui ont été faites par les deux chefs.